



Conseil économique et social

Distr. générale
21 mai 2012
Français
Original : anglais

Dixième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques

New York, 31 juillet-9 août 2012

Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Fichiers de données toponymiques
et des nomenclatures géographiques : contenus**

Les quatre facettes des répertoires toponymiques

Document présenté par l'Australie**

Résumé***

Dans le passé, lorsqu'elles dressaient des répertoires toponymiques, les autorités chargées du nommage ont eu tendance à ne retenir que les noms de lieux ou de détails topographiques ayant fait l'objet d'une approbation officielle. Généralement, un seul nom était associé aux lieux, agglomérations, points d'intérêt et infrastructures publiques. Il est toutefois de plus en plus nécessaire de fournir des données toponymiques non conventionnelles au public, lequel a de plus en plus accès à des cartes numérisées en raison de la multiplication des systèmes d'information géographique. Ces informations se basent généralement sur des noms de lieux non officiels (vernaculaires, commerciaux ou apparus récemment) ou qui n'ont pas encore été approuvés (c'est-à-dire que les données ont été levées et soumises aux autorités publiques, mais que leur publication se fera 6 à 18 mois plus tard car les systèmes de contrôle de la qualité prennent du temps). De plus, les répertoires toponymiques ne situent généralement les détails qu'à l'aide de coordonnées biaxiales. Ils ne fournissent pas d'informations sur les découpages (utilisés par exemple pour les recensements ou les codes postaux).

Le rapport propose aux États membres du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques d'envisager de définir des types de répertoires et de données toponymiques qui soient à même de prendre en compte tout l'éventail des modes de référencement communément employés pour situer les objets

* E/CONF.101/1.

** Document établi par Bill Watt, Président du Comité des noms géographiques de l'Australasie, et Laura Kostanki, Rob Atkinson et Paul Box, de l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth.

*** Le rapport intégral peut être consulté dans la langue originale à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/unsd/geoinfo/UNGEGN/ungegnConf10.html>.



géographiques. Il est proposé d'adopter une nouvelle conception des répertoires à quatre facettes, à savoir :

- Un registre des processus de nommage officiels;
- Un registre des noms de lieux non officiels;
- Une explication des réalités culturelles auxquelles les noms de lieux font référence;
- Un mécanisme de remontée des informations.

Il est bien évident que ces différents aspects se recoupent. Cette approche à quatre facettes permettrait toutefois de jeter un nouveau regard sur la structure des bases de données des répertoires toponymiques et d'imaginer comment ils pourraient regrouper et diffuser différents types de données géospatiales.

Ni dans les résolutions et règles du Groupe d'experts ni *a fortiori* dans la littérature scientifique, il n'existe de définition universelle de ce qui, dans les registres et données toponymiques, est « officiel » ou non. Une inflation terminologique semble s'être emparée des données des registres et des registres eux-mêmes. On trouve ainsi « officiel », « autorisé », « non officiel », « informel ». Les termes actuellement employés ont donc été recensés afin d'en dégager un vocabulaire commun.

Le rapport indique les raisons pour lesquelles les autorités compétentes en matière de nommage devraient envisager d'élargir le spectre de leurs méthodes de levé et d'approbation des données, non seulement pour les données conventionnelles (liées aux noms officiels) mais aussi pour répondre aux besoins des utilisateurs finaux et pour leur permettre d'accéder rapidement aux informations qui les intéressent quant aux points d'intérêt et aux noms non officiels. Il est indispensable que les répertoires officiellement approuvés soient aussi précis et complets que possible, sans quoi ils seront dépassés par des fournisseurs de données non officiels dans la course aux utilisateurs. Les États membres du Groupe d'experts sont vivement invités à ouvrir les débats quant aux types de données et de répertoires afin que des définitions solides soient mises au point et que les systèmes actuels gagnent en pertinence. En élargissant le spectre des méthodes de levé de données et d'approbation des noms, les registres toponymiques pourraient englober les noms officiels et non officiels, et mieux répondre ainsi aux besoins des collectivités.